

LES "JEUNES" EN MOTS

Discours journalistiques et enjeux politiques en Afrique

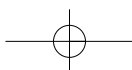
Étienne GÉRARD* et Laurence PROTEAU*

Ce dossier thématique est issu de l'ambition collective, portée par l'*Association pour la recherche sur l'Éducation et les savoirs (ARES)*, d'interroger un espace singulier de production de discours sur l'École et les "jeunes", encore relativement peu étudié : celui de la presse écrite en Afrique. Cet axe de recherche a été exploré dans le cadre du colloque sur *Écoles et "jeunes" dans les médias du sud* (Bondy, mai 2000). Plusieurs questionnements guidaient la réflexion collective sur ce thème. Chaque article qui compose ce dossier les aborde à sa manière et à la lumière de son propre terrain. Quelle place occupent l'éducation scolaire et la "jeunesse" dans les médias des pays du "Sud" ? Quelles sont les logiques qui président à la sélection, à la construction et au traitement de l'information dans ces deux domaines politiquement et socialement sensibles ? Les analyses présentées ici permettent non seulement de faire émerger les thèmes privilégiés, les représentations communes, mais aussi d'enrichir la connaissance des enjeux socio-politiques de l'éducation et de l'avenir des "jeunesses" du Sud.

Dans certains pays du continent, en majorité anglophones, le pluralisme de la presse écrite existe depuis longtemps, sans toutefois que la liberté d'expression soit nécessairement garantie. Dans d'autres, en revanche, la diversification de l'espace médiatique est contemporaine de la fin des partis uniques. Dans les deux cas, les logiques de fonctionnement ordinaire et les "raisons sociales" de ces espaces de production de discours sont directement dépendantes de l'histoire et de la structuration actuelle des rapports de force politiques et du pouvoir d'État.

* Socio-anthropologue, Chargé de Recherches à l'Institut de Recherches pour le Développement (IRD), Centre Jacques Berque, Rabat (Maroc).

* Sociologue, Université de Picardie-Jules Verne/SASO, CSE/EHESS.



Ces questions relatives à l'autonomie réelle des moyens d'expression publique rejoignent les interrogations sur les processus de démocratisation politique. Bien souvent, l'institution scolaire et la "jeunesse" occupent une position centrale dans ces transformations et/ou ces tensions politiques, comme le montrent Pascal Bianchini pour le Sénégal et le Burkina-Faso et Laurence Proteau à propos de la Côte-d'Ivoire. Dans maints pays d'Afrique, les enseignants, les élèves, les "jeunes diplômés" – ici étudiés par Étienne Gérard –, ou encore les "intellectuels" – dont Bernard Schlemmer retrace les engagements –, enfin tous ceux dont la position et l'avenir dépendent de l'École et de son pouvoir de consécration, participent, à un titre ou à un autre, aux contestations et aux bouleversements des régimes politiques. La situation est pourtant plus complexe et l'espace scolaire n'est en rien unifié "pour" ou "contre" l'État ou un Parti, et les alliances conjoncturelles peuvent se déliter rapidement.

Bien souvent, les rapports complexes qu'entretiennent les régimes politiques, les agents et les "usagers" du système scolaire sont, en grande partie, mis en scène publiquement (c'est-à-dire re-construits) dans les colonnes de la presse écrite, qu'elle soit nationale ou internationale, comme le montre par exemple Bénédicte Kail au sujet de *Jeune Afrique*. Cette mise en scène est dirigée – et parfois co-construite explique Éliane Wolff – par les groupes (entreprises de presse, partis politiques, administrations rectorales, Églises, États...) qui ont les moyens, à un moment donné, d'imposer leur représentations de la réalité, de dissimuler leurs coulisses et de réinventer l'Histoire en fonction de leurs intérêts.

La presse écrite : source ou objet d'analyse ?

Le chercheur en sciences sociales connaît bien la richesse de ces "sources" journalistiques, sans toutefois ignorer les biais inhérents à la construction de "l'information". Et nous savons que l'information en elle-même est un enjeu dans le monde social et politique (Bourdieu, 1994 ; Champagne, 1993).

L'analyse menée par Éliane Wolff à propos des relations entre l'espace médiatique et l'institution rectorale à la Réunion pointe les logiques locales complexes qui président à la co-production de l'information. Les « *acteurs institutionnels* » chargés de la communication au rectorat, sur la base d'une parfaite connaissance des intérêts et des contraintes propres au métier de journaliste (le temps, la simplicité, la clarté...), engagent la collaboration avec les rédacteurs des rubriques sur l'éducation : mais, prévient

l'auteur, « *les rapports de confiance peuvent devenir des rapports de force tant les intérêts sont divergents* ». Fournisseurs de données « *travaillées* », de résumés construits et même de sujets, les chargés de communication du rectorat « *filtrent, construisent et formatent l'information en direction des médias* » et « *travaillent à parler le langage des journalistes* ». Ils espèrent ainsi « *contrôler* » l'image publique de l'institution, bien que, de leur côté, les « *journalistes se défendent d'être la courroie de transmission du discours institutionnel* ». L'enjeu de cette « *négociation* » entre les journalistes et leurs sources « *consiste à imposer dans l'espace public une certaine définition de la réalité scolaire locale* ».

L'ensemble des contributions de ce dossier pose comme *a priori* méthodologique la critique des "sources" et présente les précautions minimales nécessaires à leur utilisation. On pourrait avancer des objections de poids à cette entreprise. Peut-on, en effet, travailler à partir de la production médiatique sans travailler sur sa construction ? Peut-on comprendre les représentations contenues dans les discours journalistiques sans rendre compte des structures, des contraintes et des logiques du champ dans lequel elles s'élaborent, sans reconstituer, enfin, les trajectoires sociales de ceux qui les produisent ? Dominique Marchetti, dont l'objet principal de recherche est le champ médiatique, nous rappelle à ces exigences. À partir d'exemples tirés de travaux empiriques, il explicite les contraintes et les impératifs méthodologiques liés à ce type d'investigations scientifiques.

Mais le parti pris scientifique retenu ici n'est pas de comprendre les logiques de construction de l'information en général. Dans l'optique qui est celle de sociologues et d'anthropologues de l'éducation et de la jeunesse, il s'agit bien plutôt de mettre au jour les représentations construites et véhiculées par les médias sur ces questions sensibles et d'en saisir aussi les enjeux sociaux, politiques et symboliques. Les ambitions s'accordent avec les terrains habituels des contributeurs – l'institution scolaire et les "jeunes" au "Sud" – et cherchent à combler le manque de réflexions et de connaissances sur les représentations les plus communes construites, renforcées et diffusées par les médias au sujet de l'éducation, de l'école, des jeunes... La diversité des "terrains" et des entrées (par pays, par support de presse, par type de groupes sociaux, par événement...) répond à la volonté d'engager des recherches comparatives et d'associer des points de vue disciplinaires différents. Il s'agit ici de confronter des situations politiques, sociales et historiques diverses afin de dégager des spécificités, mais aussi des invariants. Il est certain qu'en contrepartie

apparaît le risque d'être quelque peu éclectique. L'ambition comparative n'est pas totalement aboutie, mais, à y regarder de plus près, elle est néanmoins largement engagée.

Si ces travaux comportent des limites, ils ouvrent ainsi autant de programmes de recherche pour les spécialistes du champ médiatique, domaine largement exploré au "Nord" mais quasiment délaissé au "Sud", alors même que les profondes transformations actuelles de cet espace le constituent en objet scientifique prometteur.

Jeunesse et diplôme au Maghreb : un enjeu idéologique

Bernard Schlemmer montre les profondes transformations des prises de positions de l'élite qui s'exprime dans la revue marocaine *Lamalif* (1966–1988). Durant les décennies soixante et soixante-dix, les écrits reflètent une posture critique, inscrite dans un schéma idéologique classique (dénonciation de l'impérialisme de l'ancienne puissance coloniale, du « *grand capital étranger* » et de l'aliénation), et se préoccupent des aspects les plus politiques de l'enseignement (luttés dans l'enseignement supérieur, réforme du système éducatif...). En revanche, à partir du début des années quatre-vingt, la seconde génération d'intellectuels de *Lamalif* flirte avec le néo-libéralisme, vante les mérites de l'initiative personnelle et de la « *société civile* » (Haubert, 2000) et critique les avantages acquis au nom de « *la raison économique dominant le volontarisme politique* ». Les thèmes d'intérêt se redistribuent également : la pédagogie, l'orientation scolaire, l'enseignement technique et la formation professionnelle, auparavant absents de la revue, y sont désormais traités. Les alliés d'hier deviennent l'objet de sévères jugements critiques. C'est notamment le cas des « *diplômés chômeurs* », non plus soutenus par les intellectuels, mais sommés « *de faire preuve d'un peu d'imagination et de créer leur propre entreprise* ».

Les représentations journalistiques de cette catégorie construite sont étudiées par Étienne Gérard. L'analyse de la production de quatre hebdomadaires marocains de langue française, dits "indépendants", révèle la contradiction des discours qui oscillent entre deux thèses étrangères aux clivages politiques les plus communs. Cette configuration singulière traduit les ambivalences qui « *gouvernent le jeu politique comme les choix de société* », nous dit l'auteur. La première thèse, dominante, dresse un tableau dramatique de la situation des « *diplômés chômeurs* », perçus comme des « *oisifs* », « *désespérés* », en « *errance* » et

en « *déclassement* ». Ces « *damnés de la terre marocaine* » seraient les victimes, entre autres, de l'inadéquation formation-emploi, du « *gouvernement socialiste qui ne tient pas ses promesses* » et des plans d'ajustement structurel. Les tenants de cette thèse esquissent un portrait-type du « *diplômé chômeur* » qui participe, en caricaturant la réalité, à faire exister médiatiquement une catégorie facilement instrumentalisable. Mais, ce faisant, les journalistes gommant les différences, effacent les singularités, nient les oppositions et réduisent la complexité des situations ainsi regroupées. La réalité de la condition des « *diplômés chômeurs* » s'efface ainsi, comme le démontre Étienne Gérard, derrière les « *figures paradigmatiques (...) au service d'un discours politique* ». La deuxième thèse rejoint le discours évoqué par Bernard Schlemmer à propos de *Lamalif* des années quatre-vingt. « *D'inspiration plus libérale* », elle annonce la fin de l'État providence et met les « *diplômés chômeurs* » en demeure de « *se prendre en charge et d'entreprendre* ». Elle les incite également à réévaluer la valeur de leurs titres scolaires au regard des « *exigences du marché de l'emploi* » ; elle les invite, en quelque sorte, à en « *rabattre* ». Là encore, le rôle de l'État est au cœur du discours médiatique sur l'École et sur ses produits : faut-il préserver l'État providence ou faciliter l'État animateur ? L'État doit-il être employeur ou simplement régulateur des initiatives privées ?

En Algérie également, l'École est au centre d'enjeux de pouvoirs et d'oppositions idéologiques entre les courants du FLN, l'armée et les islamistes. Les différents journaux, clairement identifiés par Hocine Khelfaoui comme des organes partisans, relaient les affrontements entre arabophones et francophones, entre laïcs et religieux, concernant notamment les questions sensibles de la langue d'enseignement (arabisation) et de la place de la religion dans l'École. « *Avec la montée de l'islamisme politique, les médias deviennent une arme de combat* », affirme l'auteur. Et il ajoute que l'École est au cœur de ce combat pour la conquête du pouvoir et l'imposition d'un modèle de société. La focalisation de la presse sur les enjeux les plus directement idéologiques et politiques de l'École occulte les autres aspects de l'enseignement, en particulier les finalités socio-économiques de la formation professionnelle ou académique (El Kenz, 1997). La recherche d'Hocine Khelfaoui montre bien que les centres d'intérêt des médias sont limités en raison de leur dépendance vis-à-vis des idéologies des différents groupes prétendant au pouvoir et à la définition de la future société algérienne.

Luttes scolaires et universitaires en Afrique Noire : une problématique politique

D'origine tunisienne, l'hebdomadaire *Jeune Afrique. L'intelligent* (dont le siège est à Paris) affiche dès les Indépendances africaines un rôle d'accompagnateur des États naissants. Cette position affirmée de neutralité fut surtout destinée à « ménager les susceptibilités des gouvernants » qui autorisaient sa diffusion. Bénédicte Kail montre que la prudence politique et l'intérêt économique déterminent la ligne éditoriale de l'hebdomadaire, ses choix de pays et de sujets, ainsi que la tonalité des articles. Par exemple, le journal aborde la question politiquement sensible des luttes étudiantes du début des années quatre-vingt-dix qui ont contribué, dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, à la fin des partis uniques, mais il attribue à la crise économique la responsabilité de ces révoltes. Il suffit alors de s'attarder sur l'énumération des mauvaises conditions matérielles pour éluder habilement les questions politiques : « Cette insistance sur les questions économiques permet, affirme Bénédicte Kail, (...) de ne pas émettre de jugement trop critique sur les politiques des gouvernants ». Ainsi, au delà de quelques critiques d'usage, l'argument économique pose les États en victimes de contraintes qui les dépassent, permet aussi d'appuyer les « solutions » imposées par les institutions internationales (Banque mondiale) et, surtout, de rester « politiquement correct ». L'auto-censure politique de *Jeune Afrique* relève certainement plus largement de la trajectoire de ses responsables et de leur connivence avec les élites dirigeantes des différents pays dans lequel le journal est diffusé ; mais l'ambition économique restreint aussi considérablement la perspective critique, garante de l'autonomie de la presse.

Pascal Bianchini approfondit cette problématique de l'autonomie/hétéronomie à propos des rapports entre médias et « mouvements sociaux » au Sénégal et au Burkina Faso. En adoptant une perspective historique et comparative, il montre notamment que la configuration de l'espace médiatique est inséparable de celle de l'espace politique. Que les régimes soient fermement autoritaires ou apparemment plus libéraux, la presse reste dépendante des conflits socio-politiques : en effet, soit les médias écrits s'inscrivent dans une logique de « tableau d'affichage », soit ils s'affichent clairement comme organes militants au service du régime politique ou bien de ses opposants. Et les expériences « alternatives », comme celle qu'a engagée *L'Indépendant* de Norbert Zongo au Burkina Faso, sont rares et humainement risquées. Les prises de positions des

journalistes sur les mouvements sociaux issus du système éducatif suivent donc essentiellement les lignes de clivages politiques. Comme le souligne Pascal Bianchini, l'autonomie est pour le moins problématique, même si une presse plus professionnalisée, notamment au Sénégal, la revendique. L'introduction de la presse dans une logique de marché permettrait de rompre avec la dépendance vis-à-vis du politique, affirme un certain nombre d'acteurs dominants de l'espace médiatique en Afrique noire francophone. L'exemple de *Jeune Afrique* – et de nombre de médias européens – nous incite plutôt à penser que l'adhésion au principe du marché implique d'autres dépendances et ne suscite souvent qu'une autonomie illusoire.

La permanence de l'hétéronomie de la presse écrite vis-à-vis de l'espace politique se repère également en Côte-d'Ivoire. À propos de la longue « crise » scolaire et universitaire de 1999, Laurence Proteau insiste sur la constance d'une rhétorique journalistique manichéenne qui témoigne du déficit d'autonomie de l'espace médiatique. Des journalistes dominants tentent de mettre en place des dispositifs visant à garantir la professionnalisation du corps, mais le traitement de la « crise » révèle les limites de leurs « ambitions ». Ainsi, la restauration du multipartisme, autorisant le pluralisme médiatique, n'a pas transformé les formes ordinaires et récurrentes de l'expression journalistique : les « *déterminismes politiques des catégories de l'entendement journalistique* » se maintiennent, mais un « *écho inversé des prises de position des journaux du pouvoir* » existe désormais. L'espace du discours journalistique ordonne les prises de position selon un principe dualiste ; l'opposition entre les termes utilisés est fonction de la position des auteurs dans l'espace politico-médiatique : à l'accusation de « *barbarie* » répond celle de « *diabolisation* » ; à la thèse de la « *manipulation* » fait écho celle de la « *répression* ».

L'Église et l'enseignement : une critique de l'État et un enjeu moral

Longtemps resté en dehors des conflits socio-politiques, l'hebdomadaire catholique congolais *La Semaine Africaine* s'engage de plus en plus, à l'occasion du déclenchement de la guerre civile et urbaine, dans la critique des affaires séculières. À partir de 1992, les articles sur la « jeunesse », le « *mythe du diplômé* » et l'Université sont de plus en plus nombreux et polémiques. L'Université, exangue au sortir de la guerre, symbolise pour le journal la faillite de l'État : « *la déshérence institutionnelle est assimilée à une maladie, un mal* », nous dit Suzie Guth.

L'Église catholique peut alors s'affirmer comme seule garante de la morale contre la « *gangrène (...) qui envahit tout le corps social* », et ce, en opposition à l'État destructeur et impuissant. Le thème du « *déclin* » organise la dénonciation du pouvoir politique corrompu et de la perte d'un monde social « *sans pasteur* ». Dans les ruines de l'*Alma Mater*, l'Église trouve matière à condamnation de l'État et à l'exaltation de l'enseignement privé catholique. La guerre, cette affaire d'État, permet ainsi à l'Église d'opposer l'ordre religieux au chaos social, moral et politique. L'Église se présente comme porteuse d'un modèle lumineux, juste et droit, alors que l'ombre mortelle de l'État a détruit les institutions, notamment celles qui forment la « *jeunesse* » et la future élite.

Le rôle de l'Église catholique dans la formation des futures élites (les collèges catholiques sous tutelle congréganiste) est aussi une préoccupation de la presse catholique en Côte-d'Ivoire, comme le souligne Eric Lanoue. Elle est associée, ajoute-t-il, à celle du « *recyclage des exclus* » (les centres de formation technico-professionnels). La presse catholique tente de concilier ces deux stratégies dont la cohérence est loin d'être évidente : d'un côté, le principe de l'« *excellence* » pour des écoles secondaires sélectives accueillant l'élite sociale et scolaire, de l'autre, le principe du « *salut* » pour des « *ateliers* » de « *formation pratique* » recueillant la « *misère du monde scolaire* ». Cette « *dynamique éducative plurielle* », comme la nomme Eric Lanoue, exprime toute « *l'ambiguïté* » des investissements éducatifs de l'Église. Clairement engagée depuis l'indépendance, avec le soutien de l'État, dans la formation de l'excellence scolaire et la reproduction des élites, l'Église est contrainte, en raison de la forte concurrence entre les structures éducatives publiques, privées laïques et confessionnelles, de diversifier ces investissements pour occuper une place sur le marché scolaire.

L'analyse croisée de ces différentes recherches affirme avec force la place centrale de la « *jeunesse* » comme objet d'inquiétudes sociales et politiques et comme enjeu de luttes entre les groupes (politiques, intellectuels, professionnels, religieux) engagés dans l'espace public et qui, de ce fait, tentent d'imposer leur vision de la société à construire. Si la « *jeunesse* » est prétexte à une dénonciation des « *maux* » supposés de la société et à la critique des régimes politiques, elle sert aussi de support à la propagande étatique.

L'analyse des productions idéologiques sur la « *jeunesse* » éclaire donc des enjeux qui dépassent l'objet apparent du discours parce qu'ils s'inscrivent dans différents espaces : politique (P. Bianchini, L. Proteau),

intellectuel (B. Schlemmer), social (E. Gérard), religieux (S. Guth, H. Khelfaoui, E. Lanoue), institutionnel (E. Wolff), ou encore économique (B. Kail). Les interactions entre ces différents espaces dévoilent la complexité des questions liées à l'éducation de la "jeunesse" : par exemple, les intellectuels sont fortement impliqués dans les luttes politiques ; les luttes sociales, tout comme les oppositions religieuses, concentrent aussi des enjeux politiques, etc. Ainsi, la définition, la formation et l'encadrement de la "jeunesse" se trouvent au centre d'enjeux sensibles multiples.

BIBLIOGRAPHIE

BOURDIEU (P.), 1994, «L'emprise du journalisme», *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°101-102, pp. 3-9.

CHAMPAGNE (P.), 1993, «La vision médiatique», in P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, pp. 61-79.

EL KENZ (A.), 1997, «Sisyplus as the Scientific Communities of Algéria», in J. Gaillard, V. V. Krishna and R. Waast (dir.), *Scientific Communities in the developing world*, Sage.

HAUBERT (M.), 2000, «L'idéologie de la société civile», in P.-P. Rey et M. Haubert (dir.), *Les sociétés civiles face au marché*, Paris, Karthala, pp. 13-86.

LES CAHIERS ARES, 1998, «Savoirs, École et Société au Sud. Travaux et problématique de l'atelier», Bondy, n° 0, décembre.

LES CAHIERS ARES, 1999, «Les enjeux de l'éducation et des savoirs au Sud», É. Gérard (dir.), Bondy, n°1, mai.